

# JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

PARAISANT LE 1<sup>er</sup> ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

Destinations	Abonnement 1 an		Abonnement 6 mois	
	Ordinaire	Avion	Ordinaire	Avion
Togo, France et autre pays d'expression Française .....	1 300 frs	3 300 frs	800 frs	1 700 frs
Etranger .....	1 600 frs	3 750 frs	900 frs	2 300 frs

Prix du Numéro par porteur ou par Poste :

Togo, France et autres Pays d'expression Française ..... 100 frs

Etranger : Port en sus

### ABONNEMENTS, ANNONCES ET AVIS DIVERS

Pour les abonnements, annonces et réclamations s'adresser à 'Editogo B. P. 891 — Tél : 37-18 — Lomé

Les abonnements et annonces sont payables d'avance

La ligne ..... 80 frs

Minimum ..... 350 frs

Chaque annonce répétée : moitié prix :

Minimum ..... 350 frs

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION:  
 CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE — TELEPHONE 27-01 — LOME

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

##### ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

##### ORDONNANCES

1979

20 mars — Ordonnance n° 79-12 autorisant la ratification de l'accord de don n° 1/91 (G) en date du 12 février 1979 entre le fonds saoudien pour le développement (Royaume d'Arabie Saoudite) et la République togolaise. .... 260

##### ARRETES ET DECISIONS

###### MINISTERE DE L'INTERIEUR

1979

13 avr. — Arrêté n° 77/INT/SG/APA-AA portant création de centres d'état-civil et nomination d'agents d'état-civil dans la circonscription administrative de Lomé ..... 260

Arrêté portant reconnaissance de la désignation de chefs de villages et intérim d'un chef de circonscription administrative ..... 261

###### MINISTERE DE LA JUSTICE — GARDE DES SCAUX

Arrêté portant nomination ..... 261

###### MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Arrêtés portant admission dans divers corps de la fonction publique, intégrations, titularisation, changement de corps, révocation, rappel à l'activité, reprise de fonctions, rétrogradation, acceptation de démission, licenciement et admission à la retraite ..... 261

###### MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Arrêté portant nomination ..... 266

###### MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Arrêté et décision portant nomination et exclusion d'élèves. .... 266

###### MINISTERE DU PLAN, DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE

1979

12 avr. — Décision n° 66/MPDIRA/DGPD/SFCEP portant autorisation de paiement d'une somme à la société Waagner-Biro à Vienne (Autriche). .... 267

23 avr. — Décision n° 68/MPDIRA/DGPD/SFCEP portant autorisation de paiement d'une somme au profit de G. L. Barsoua. .... 267

###### MINISTERE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DE LA CULTURE

Décision portant nomination. .... 267

###### MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL

1979

26 mars — Arrêté interministériel n° 4/MDR/MFE fixant la perception de taxes à la délivrance des autorisations d'importation de poisson. .... 267

Décision portant nomination. .... 267

###### MINISTERE DE L'AMENAGEMENT RURAL

Décision portant nomination. .... 268

## DIVERS

## MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

1979	
12 avr. — Arrêté n° 117/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Houssou Loko .....	268
18 avr. — Arrêté n° 119/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Iwassa Mahoumba. ....	268
18 avr. — Arrêté n° 120/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Balcke Didjayèféi Eyoufeidéou. ....	268
18 avr. — Arrêté n° 121/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Bahouli Lahou Bidehou .....	269
20 avr. — Arrêté n° 123/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Dansou Kokougan. ....	269

## MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Révisifs à de précédents arrêtés portant admission définitive des membres du personnel de l'enseignement officiel aux concours et examens professionnels sessions de 1975, 1976 et 1977. ....	270
---	-----

## PARTIE NON OFFICIELLE

## AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

Avis d'appel d'offres (Construction de centres de santé à Amlamé Pya et Tchamba) .....	270
Avis nécrologiques .....	271

## PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT  
DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

## ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

## ORDONNANCES

**ORDONNANCE N° 79-12 du 20 mars 1979 autorisant la ratification de l'accord de don n° 1/91 (G) en date du 12 février 1979 entre le fond saoudien pour le développement (Royaume d'Arabie Saoudite) et la République togolaise.**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre du plan, du développement industriel et de la réforme administrative ;

Vu l'ordonnance no 1 du 14 janvier 1967 ;

Vu l'ordonnance no 15 du 14 avril 1967 portant désignation du Président de la République ;

Le conseil des ministres entendu,

## ORDONNE :

Article premier — Est autorisée la ratification de l'accord de don n° 1/91 (G) signé le 12 février 1978 entre la République Togolaise et le fonds saoudien pour le développement (Royaume d'Arabie Saoudite).

Art. 2. — Le texte de l'Accord de don peut être consulté au ministère des finances et de l'économie (Lomé-Togo).

Art. 3. — La présente ordonnance sera publiée au **Journal officiel** de la République togolaise et exécutée comme loi de l'Etat.

Lomé, le 20 mars 1979

**Général d'Armée G. Eyadéma**

## ARRETES ET DECISIONS

## MINISTERE DE L'INTERIEUR

## Centres d'état civil

Arrêté n° 77/INT-SG-APA-AA du 13-4-79 — Sont créés dans la circonscription administrative de Lomé, les centres d'Etat-civil suivants :

**Centre de Aflao-Ségbé** : siège à Aflao-Ségbé et groupant les villages de Apédokoé-Gbomame, Lankouvi-Akaganvi, Sagbado-Avoénu, Sagbado-Kpessoudji, Sagbado-Dzidon, Sagbado-Agbamevor, Klémé-Yéviépé, Klémé-Agokpanu, Lankouvi-Hodor, Lankouvi-Efia, Akato-Avoémé, Akato-Viéépé, Akato-Démé, Ségbé, Ségbéga, Wougomé-Dékpo I et Wougomé-Dékpo II.

**Centre de Sanguéra** : siège à Sanguéra et groupant les villages de Sanguéra-ville, Elavanyo, Dékpor, Vogomé, Atigan-Kopé, Sanyrakor, Kopégan, Akpaka-Kopé et Fozui.

**Centre de Madjikpoéto** : Siège à Madjikpoéto et groupant les villages de Madjikpoéto, Assikor, Avinato, Silivikopé, Athiémé et Amédenta.

**Centre de Vakpossito** : Siège à Vakpossito et groupant les villages de Vakpossito, Elavanyo, Danlimé et Adidomé.

**Centre de Dangbessito** : Siège à Dangbessito et groupant les villages de Dangbessito, Bokpokor, Agblélakor, Klikamé et Afiadenyigban.

**Centre de Togblé-Kopé** : Siège à Togblé-Kopé et groupant les villages de Akoinkopé, Alinka, Fidokpi, Dikamé, Atsanvé, Towugamé, Alinka-Dégomé et Guenukopé.

**Centre de Agoè-Nyivé** : siège à Agoè-Nyivé et groupant les villages de Houmbi, Nyivémé, Kpatéfi, Adidolokpo, Klévé, Atchanvé, Apélébimé, Kitidjan, Togomé, Avéyimé, Nétsimé, Kélégou, Adzougba, Dëmakpoé, Totsi, Logopé, Fiavé et Gbonvé.

**Centre de Sogbossito** : siège à Sogbossito et groupant les villages de Ahonkpé, Kové et Zogbégan.

**Centre de Zongo** : siège à Zongo et groupant les villages de Atsanvégbé et Jilidzi.

**Centre de Kélégougan** : siège à Kélégougan et groupant les villages de Attiégon et Klobatème.

**Centre de Légbassito** : siège à Légbassito et groupant les villages de Légbassito, Madjikpéto, Kové, Bokpokor, Ahonkpé, Agbessito, Adjidomé et Logopé.

**Centre de Kohé** : siège à Kohé et groupant les villages de Kohé, Zonoussimé, Zopomahé, Dalimé, Dalikor, Tsrokpossimé et Assigomé.

**Centre de Aflao-Adidogomé :** siège à Aflao-Adidogomé et groupant les villages de Awatamé, Teshie-Adidogomé, Avédji-Anyigbé, Avédji-Téléssou, Hétia-vi, Soviépe, Wonyomé, Madéwomé, Yokoé-Agbléga, Yokoé-Kopéga, Gblinkomé, Apédokoé et Agokpanu.

**Centre de Baguida :** siège à Baguida et groupant les villages de Baguida, Dévégo, Avépozo, Gbétsoqbé, Doévikopé, Agodéké, Kpogan-Azitifomé, Kpogan-Bamé et Boboloekopé.

Sont nommées agents d'état-civil dans ces centres les personnes ci-après désignées :

Noumedon Komlan, centre de Aflao-Ségbé  
Hounkpetor Koamivi Dzégo, centre de Sanguéra  
Agbagnon Koffi Kponvi, centre de Madjikpoéto  
Sodjinsi Kokou, centre de Vakpassito  
Labah Agbékonyi, centre de Dangbessito  
Dra Kossi Kodjo, centre de Togblé-Kopé  
Sedzro Azanglo, centre de Agoé-Nyivé  
Boundjou Bako, centre de Sogbossito  
Dohon Assou Kokou, centre de Zongo  
Dankpo Apédo Dzikougna, centre de Kélékougna  
Ahiatropa Koffi, centre de Légbassito  
Ayivor Kokou Dodzi, centre de Kohé  
Mignanou Komlan, centre de Aflao-Adidogomé  
Hoïowodufia Amévi Darrah, centre de Baguida.

Les intéressés percevront en cette qualité une indemnité payable conformément aux dispositions de l'article 4 du décret n° 62-89 du 2 juillet 1962 et de l'arrêté n° 49-INT-MFEP du 5 juillet 1963 et imputable au budget général, exercice 1979, chapitre 14, article 6, paragraphe 3.

Le chef de la circonscription administrative de Lomé est chargé, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui prend effet pour compter de la date de sa signature.

#### Désignation de chefs de villages

Arrêté n° 79-INT-SG-APA du 16-4-79 — Est constatée et reconnue officiellement la désignation coutumière de M. Segbena Sédonou en qualité de chef du village de Hangoumé (circonscription administrative d'Aného).

Le chef du village de Hangoumé relève de l'autorité directe du chef de la circonscription administrative d'Aného.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de commandement de l'intéressé.

Arrêté n° 80-INT-SG-APA du 16-4-79 — Est constatée et reconnue officiellement la désignation coutumière de M. Tossou Gadedjisso Wodadjé en qualité de chef du village de Logomé (circonscription administrative d'Aného).

Le chef du village de Logomé relève de l'autorité directe du chef de la circonscription administrative d'Aného.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de commandement de l'intéressé.

#### Intérim

Arrêté n° 78-INT-SG-GPFM du 16-4-79 — Durant l'absence de M. Amouzougah Assionvi, chef de la circonscription administrative de Sokodé titulaire d'un congé administratif de trente (30) jours, son intérim à la tête de cette circonscription sera assuré cumulativement avec ses fonctions actuelles par M. Batchati Bawubadi, chef de la circonscription administrative de Tchamba.

#### MINISTERE DE LA JUSTICE — GARDE DES SCEAUX

#### Nomination

Arrêté n° 14-MJ-CAB du 11-4-79 — M. Kougble-nou Sossou Komlan, secrétaire des greffes et parquets de 2<sup>e</sup> classe, 2<sup>e</sup> échelon, en service au parquet de première instance à Lomé, est nommé secrétaire-greffier au tribunal coutumier de première instance d'Aného en remplacement de M. Akué Moevi Kozey Adovi, admis à faire valoir ses droits à la retraite.

Le présent arrêté prend effet pour compter du 15 avril 1979.

#### MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

#### Admissions

Arrêté n° 280-MTFP du 20-3-79 — Est et demeure rapporté en ce qui concerne M. Djibom Gbéwoadandé Agbéko, l'arrêté n° 832-MJ-FPT du 24 novembre 1975 portant nomination.

M. Djibom Gbéwoadandé Agbéko, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré et du certificat d'aptitude professionnelle agricole (CAPA) du centre d'apprentissage agricole de Tové, est admis dans le cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits en qualité d'adjoint technique d'élevage de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon stagiaire (catégorie C — indice 600).

La situation administrative de M. Djibom Gbéwoadandé Agbéko est reprise comme suit :

4-8-1975 — adjoint technique d'élevage de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon stagiaire

4-8-1976 — adjoint technique d'élevage de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon titulaire

4-8-1977 — adjoint technique d'élevage de 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon.

M. Djibom Gbéwoadandé Agbéko, adjoint technique d'élevage de 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon, reste mis à la disposition du ministre du développement rural.

L'imputation budgétaire est : chapitre 22, article 13 du budget général, exercice 1979.

La nouvelle situation administrative de M. Djibom Gbéwoadandé Agbéko prend effet, au point de vue de la solde, pour compter de la date de signature du présent arrêté.

Arrêté n° 331-MTFP du 11-4-79 — Les candidats ci-après désignés sont admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique dans les conditions suivantes :

**professeurs de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaires**

(catégorie A1 — indice 1300)

**chapitre 26, article 20, paragraphe 1  
du budget général**

Olympio Kokoè Mawulé, née d'Almeida (licence d'enseignement, section anglais et maîtrise C1 de linguistique de l'université du Bénin).

**chapitre 26, article 20, paragraphe 5  
du budget général**

Boyodé Essotina (licence de sciences naturelles de l'université du Bénin).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 332-MTFP du 11-4-79 — M. Dogo Tétougnima, employé de bureau permanent 5<sup>e</sup> catégorie échelle A, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC) et qui a effectué un stage de formation professionnelle d'un an à l'institut de statistique, de planification et d'économie appliquée (ISPEA) de Yaoundé (République Unie du Camérout) et obtenu le diplôme d'agent technique de la statistique, est admis dans le cadre des fonctionnaires de la statistique générale au grade d'agent technique de la statistique de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon stagiaire (catégorie C — indice 600) à compter du 4 août 1978, date de retour du stage, et reste mis à la disposition du ministre du plan, du développement industriel et de la réforme administrative (chapitre 32, article 6, paragraphe 1 du budget général, exercice 1979).

Arrêté n° 333-MTFP du 11-4-79 — M. Kakpovi Koudokpo, titulaire de la licence d'allemand, de l'université de Reims, est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeur de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire (catégorie A1 — indice 1300) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 26, article 20, paragraphe 19 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 334-MTFP du 11-4-79 — M. Adomayakpor Yaovi Tété, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du second degré, est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'institu-

teur de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire (catégorie B — indice 750) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 26, article 21 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 335-MTFP du 11-4-79 — M. Kouta-Lopatay Midodji Kwami, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du 2<sup>e</sup> degré est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire (catégorie B — indice 750) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 26, article 21 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 336-MTFP du 11-4-79 — Les candidats dont les noms suivent, admis au concours de recrutement des instituteurs-adjoints stagiaires, sont nommés dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteurs-adjoints de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaires (catégorie C-indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 26, article 25, paragraphe 1 du budget général).

Djakpah Kokou Elemawutossi

Tang Polong Essotolom Essissemyè.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 337-MTFP du 11-4-79 — M. Saguenda Badjidayem Tekpentá admis au certificat élémentaire d'aptitude pédagogique (CEAP) 1975 série concours est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon (catégorie C-indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 26, article 25, paragraphe 1 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 338-MTFP du 11-4-79 — M. Tsevi Koku Adjagli Agbélédomé, moniteur permanent 3<sup>e</sup> catégorie échelle A, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC) session de juin 1978, est admis dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement au grade d'instituteur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire (catégorie C — indice 550) et reste mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 26, article 25, paragraphe 1 du budget général, exercice 1979).

La nouvelle situation de M. Tsevi Koku Adjagli Agbélédomé, instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon stagiaire (catégorie C — indice 550), prend effet pour compter de la date de signature du présent arrêté.

Arrêté n° 359/MTFP du 12-4-79 — Mlle Essotina Adjoua, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC) est admise dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'institutrice adjointe de 3e classe 1er échelon stagiaire (catégorie C — indice 550) et mise à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 26, article 25, paragraphe 1 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressée.

Arrêté n° 361/MTFP du 16-4-79 — Mlle Akagbe Améyo Kafui, employée de bureau permanente 6e catégorie échelle A, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC), session de juin 1973, du certificat d'aptitude professionnelle (CAP), session de juin 1975 et du brevet d'études professionnelles (BEP) spécialité : sténo-dactylographe-correspondancier, session de juin 1978, est admise dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale au grade d'adjoint administratif de 2e classe 2e échelon stagiaire (catégorie C — indice 600) et reste mise à la disposition du ministre de la jeunesse, des sports et de la culture (chapitre 34, article 2, paragraphe 1 du budget général).

La nouvelle situation de Mlle Akagbe Améyo Kafui, adjoint administratif de 2e classe 2e échelon stagiaire, prend effet pour compter de la date de signature du présent arrêté.

Arrêté n° 364/MTFP du 13-4-79 — M. Ahiagba Komi Gamélinam, titulaire du general certificate of education (Ordinary Level) et diplômé de l'école d'études minières de Tarkwa (Ghana) est admis dans le corps des fonctionnaires des travaux publics et des techniques industrielles en qualité d'adjoint technique 1er échelon (catégorie B — indice 750) et mis à la disposition du ministre des mines, de l'énergie et des ressources hydrauliques (chapitre 30, article 4, paragraphe 1 du budget général).

Une bonification d'ancienneté de deux ans cinq mois douze jours (2a 5m 12 jrs) est accordée à M. Ahiagba pour ses services antérieurs accomplis successivement à la société des mines de diamant (SARL) à Akwatia — Ghana du 14 janvier 1974 au 15 septembre 1976 et à la société Bos en Kalis Togo du 17 décembre 1976 au 20 décembre 1977 inclus conformément aux dispositions de l'article 31 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

L'intéressé est élevé au 2e échelon de son grade (AC : 5m 12 jrs).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 365/MTFP du 13-4-79 — M. Akakpo Anani Kossivi Podolutui, titulaire de la licence d'enseignement section géographie de l'université du Bénin, est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeur de 3e classe 1er échelon stagiaire (catégorie A1 — indice 1300) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 26, article 20, paragraphe 15 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 366/MTFP du 13-4-79 — Mlle Kundo Afie Démékpo, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré, est admise dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'institutrice-adjointe de 3e classe 1er échelon stagiaire (catégorie C — indice 550) et mise à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 26, article 25, paragraphe 1 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressée.

Arrêté n° 367-MTFP du 13-4-79. — M. Amenudzi Kwaku, titulaire du « Bachelor Of Arts du in economies with Geography », est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeur de 3e classe 1er échelon stagiaire (catégorie A1 — indice 1300) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 26, article 21 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 368/MTFP du 13-4-79 — M. Kabine Métoché Agbéanényo, titulaire de la licence d'enseignement, section anglais de l'université du Bénin, est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeur de 3e classe 1er échelon stagiaire (catégorie A1 — indice 1300) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 26, article 20, paragraphe 20 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 369/MTFP du 13-4-79 — M. Zikpi Komla Danhounrou, titulaire du Certificat de fin d'études normales supérieures (CFENS), est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de pro-



fesseur de collèges d'enseignement général de 3e classe 1er échelon stagiaire (catégorie A2 — indice 1100) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 26, article 21 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 379/MTFP du 17-4-79 — Mme Aouga Delayomé Hanu, née Kpotogbey, employée de bureau permanente 5e catégorie échelle C, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC) session de 1968 et qui a réuni cinq ans d'ancienneté dans l'administration, est admise dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale au grade d'adjoint administratif de 2e classe 1er échelon (catégorie C — indice 550) en application des dispositions de l'article 31 — C du décret n° 75-119 du 18 avril 1975, et reste mise à la disposition du Président de la République (chapitre 6, article 6 du budget général, exercice 1979).

La nouvelle situation de Mme Aouga Delayomé Hanu née Kpotogbey, adjoint administratif de 2e classe 1er échelon, prend effet pour compter de la date de signature du présent arrêté.

Arrêté n° 380/MTFP du 17-4-79 — M. Gozo Kodjo Adjololo, titulaire de la licence d'enseignement (section géographie) de l'université de Paris VIII, du doctorat 3e cycle en géographie de l'université de Paris I, du diplôme d'études approfondies de sciences de l'éducation de l'université de Paris V-René Descartes, du diplôme d'études supérieures en science politique de l'université de Paris I — Pantheon-Sorbonne, du diplôme de 3e cycle de l'institut d'étude du développement économique et social (IEDES-option ; planification des ressources humaines) du diplôme d'études approfondies de didactique de l'histoire, de la géographie et des sciences de la société de l'université de Paris VII et du diplôme de l'école pratique des hautes études en sciences sociales et économiques de Paris, est en attendant la parution du statut particulier du personnel de l'enseignement supérieur, admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeur de 3e classe 2e échelon (catégorie A1 — indice 1450) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 26, article 19 du budget général).

Une bonification de cinq cents (500) points d'indice est accordée à M. Gozo pour son doctorat de 3e cycle conformément aux dispositions du décret n° 73-163 du 18 septembre 1973.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 381/MTFP du 18-4-79 — M. Fiaga Atakwaku Ayom Boyo, titulaire de la licence en droit, est admis dans le corps des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'attaché d'administration de 2e classe 1er échelon stagiaire (catégorie A2 — indice 1100) et mis à la disposition du ministre des affaires étrangères et de la coopération (chapitre 12, article 5 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 382/MTFP du 19-4-79 — M. Sokpor Komi Nyatéfé, titulaire de la licence-es-lettres-option « langues vivantes-anglais » de l'université nationale Omar Bongo (Gabon) est admis dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'attaché d'administration de 2e classe 1er échelon stagiaire (catégorie A2 — indice 1100) et mis à la disposition du ministre des affaires étrangères et de la coopération (chapitre 12, article 12 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 384/MTFP du 19-4-79 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 335/MFP du 28 juin 1971 portant nomination.

M. Ntsougan Komi (Félix), titulaire du diplôme d'ingénieur agronome, spécialité : pédologie, de l'institut agricole de Kouban (URSS), est admis dans le cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits en qualité d'ingénieur d'agriculture de 2e classe 2e échelon stagiaire (catégorie A1 — indice 1450) à compter du 6 février 1971 et mis à la disposition du ministre de l'aménagement rural (chapitre 36, article 10 du budget général, exercice 1979).

La situation administrative de M. Ntsougan Komi (Félix) est reprise comme suit :

6-2-1971 : ingénieur d'agriculture de 2e classe 2e échelon stagiaire

6-2-1972 : ingénieur d'agriculture de 2e classe 2e échelon titulaire

6-2-1973 : ingénieur d'agriculture de 2e classe 3e échelon

6-2-1975 : ingénieur d'agriculture de 2e classe 4e échelon

6-2-1978 : ingénieur d'agriculture de 1re classe 1er échelon

6-2-1979 : ingénieur d'agriculture de 1re classe 2e échelon.

La nouvelle situation de M. Ntsougan Komi (Félix) ingénieur d'agriculture de 1re classe 2e échelon (catégorie A1 indice 2 050), prend effet au point de vue de la solde pour compter de la date de signature du présent arrêté.

### Intégrations

Arrêté n° 362/MTFP du 13-4-79 — M. Salako Komlan (Anthonin), agent technique de 1re classe 1er échelon (catégorie C — indice 750) du cadre des fonctionnaires de la statistique générale, qui a obtenu le diplôme d'adjoint technique de la statistique, à la fin d'un stage de formation professionnelle de deux ans à l'école de statistique d'Abidjan (République de Côte d'Ivoire), est intégré dans la hiérarchie supérieure au grade d'adjoint technique de la statistique de 2e classe 1er échelon (catégorie B — indice 750), à compter du 19 septembre 1977, date de retour du stage, et reste mis à la disposition du ministre du Plan, du développement industriel et de la réforme administrative (chapitre 32, article 6, paragraphe 1 du budget général, exercice 1979).

M. Salako Komlan (Anthonin), adjoint technique de la statistique de 2e classe 1er échelon, conserve dans son nouvel échelon l'ancienneté acquise à compter du 13 juillet 1976, date du dernier avancement.

L'intéressé est élevé au 2e échelon de son grade (catégorie B — indice 850) à compter du 13 juillet 1978.

Arrêté n° 363/MTFP du 13-4-79 M. Assi Poro (Paul), adjoint technique d'agriculture principal 1er échelon (indice 900) du corps des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits, titulaire du diplôme d'études universitaires en économie coopérative de l'université de Sherbrooke (Canada), est intégré dans la hiérarchie supérieure au grade d'ingénieur adjoint de 3e classe 3e échelon (catégorie B — indice 950) pour compter du 14 août 1977 A.C. néant et conserve son affectation actuelle (ch. 20, art. 7, parag. 3 du budget général).

Arrêté n° 370/MTFP du 13-4-79 — M. Nahm-Tchougli Kamidi, adjoint technique de 2e classe 2e échelon (indice 600) du corps des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits, titulaire du diplôme d'études universitaires en économie coopérative de l'université de Sherbrooke (Canada) est intégré dans la hiérarchie supérieure en qualité d'ingénieur-adjoint de 3e classe 1er échelon stagiaire (catégorie B — indice 750) et conserve son affectation actuelle (chapitre 20, article 20 du budget général).

Le présent arrêté a effet pour compter du 16 août 1977.

### Titularisation

Arrêté n° 378/MTFP du 17-4-79 — Mlle Gnassounou Enyonam Djigbodi (Philippine), institutrice adjointe de 3e classe 1er échelon stagiaire du corps des fonctionnaires de l'enseignement, admise au certificat élémentaire d'aptitude pédagogique (CEAP ses-

sion de 1975), est titularisée dans son emploi pour compter du 1er janvier 1976 et conserve une ancienneté d'un an. Mlle Gnassounou est élevée aux échelons supérieurs de son grade pour compter des dates suivantes.

1. 1. 77 — institutrice adjointe de 3e classe 2e échelon (AC Néant)

1. 1. 79 — institutrice adjointe de 3e classe 3e échelon.

### Changement de corps

Arrêté n° 376/MTFP du 16-4-79 — Les instituteurs ci-après désignés sont rayés du corps du personnel de l'enseignement, et intégrés dans les conditions suivantes, dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale.

M. Apedo-Atti Messan, instituteur de 1re classe 3e échelon : catégorie B, indice 1350, secrétaire d'administration de 1re classe 3e échelon : catégorie B, indice 1350

M. Assignon Komlan Sénamé, instituteur de 1re classe 1er échelon : catégorie B, indice 1150, secrétaire d'administration de 1re classe 1er échelon : catégorie B, indice 1150.

Les intéressés, mis à la disposition du ministre de l'intérieur (chapitre 14, article 5, paragraphe 1 du budget général), conservent dans leur nouvel échelon, l'ancienneté acquise depuis le 1er janvier 1978, date de leur dernier avancement.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de sa signature.

### Révocation

Arrêté n° 386/MTFP du 19-4-79 — M. d'Almeida Anani, instituteur - adjoint de 3e classe 4e échelon en service à l'école de Vogan-Marché, est révoqué de ses fonctions, pour faute grave.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de sa notification à l'intéressé.

### Rappel à l'activité

Arrêté n° 341/MTFP du 11-4-79 — Mlle Bouamey Massan (Epiphanie), administrateur civil de 1re classe 3e échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, en service à la direction générale du Plan et du développement, suspendue de ses fonctions suivant arrêté n° 192/MTFP du 27 février 1979, est rappelée à l'activité pour compter du 22 mars 1979 (chapitre 32, article 4, paragraphe 2 du budget général).

### Reprise de fonctions

Arrêté n° 360/MTFP du 12-4-79 — Est constatée, la reprise de fonctions de M. Mama Lawani, médecin-chef 1er échelon, du corps du personnel médical et technique de la santé publique, placé dans la position de disponibilité sans traitement suivant arrêté n° 149/MTFP du 8 février 1978 (chapitre 24, article 5 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de sa signature.

### Rétrogradation

Arrêté n° 358/MTFP du 12-4-79 — Une rétrogradation de deux (2) échelons de son grade est infligée à Mlle Bouamey Massan (Epiphanie) administrateur civil de 1re classe 3e échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, en service à la direction générale du plan et du développement.

La nouvelle situation administrative de l'intéressée se définit comme suit : administrateur civil 1re classe 1er échelon.

Le présent arrêté a effet pour compter du 22 mars 1979.

### Démission

Arrêté n° 349/MTFP du 11-4-79 — Est rapporté, l'arrêté n° 1112/MTFP du 13 novembre 1978 acceptant démission de son emploi de Mlle Amegah Délayédem, secrétaire d'administration de 2e classe 1er échelon stagiaire du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, précédemment en service au cabinet du ministre des affaires étrangères et de la coopération.

L'intéressée est remise à la disposition du ministre des affaires étrangères et de la coopération (chapitre 12, article 2, paragraphe 1 du budget général).

Le présent arrêté a effet pour compter de la date de sa signature.

### Licenciement

Arrêté n° 350/MTFP du 11-4-79 — Est et demeure rapporté en ce qui concerne M. Gooby Koffi Anani Dédényo, instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon stagiaire, du corps des fonctionnaires de l'enseignement, en service au lycée de Tokoin à Lomé l'arrêté n° 10-MTFP du 8 janvier 1979 portant licenciement (chapitre 26, article 20, paragraphe 1 du budget général).

### Retraite

Arrêté n° 348-MTFP du 11/4/79 — M. Quadjovie Messanvi, médecin-inspecteur de classe exceptionnelle, du corps du personnel médical et technique de

la santé publique, en service à la clinique « Bon Secours » à Lomé, est admis sur sa demande, à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour compter du 25 juillet 1979 en application des dispositions de l'article 4 (nouveau) 5° alinéa de l'ordonnance n° 68-12 du 1er avril 1968.

## MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

### Nomination

Arrêté n° 83-MTFP du 3/4/79 — M. Wogormebu Kokou, ingénieur de 2ème classe 3ème échelon du corps des fonctionnaires des travaux publics et des techniques industrielles, précédemment chef de l'arrondissement parc et matériel du service des travaux publics, est nommé conseiller technique du ministre des travaux publics, des postes et télécommunications en remplacement de M. Assogbavi Kokou M. Y. appelé à d'autres fonctions.

Les émoluments de M. Wogormebu restent imputables au chapitre 20, article 4 du budget général, gestion 1979.

Le présent arrêté prend effet pour compter du 1er avril 1979.

## MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

### Nomination

Arrêté n° 17-MEN-RS du 9/4/79 — Sont et demeurent rapportés en ce qui concerne M. Kagnolima Namgbang Marira

- a) l'arrêté n° 26/MENRS du 15 juillet 1977,
- b) l'arrêté n° 41/MENRS du 10 août 1977 portant nomination.

M. Kagnolima Namgbang Marira, professeur à l'école normale supérieure d'Atakpamé est nommé directeur du service de la documentation, de l'information, de l'orientation scolaire, universitaire et professionnelle, en remplacement de M. Afandemon Adodo appelé à d'autres fonctions.

M. Afandemon Adodo, précédemment directeur de la DIOSUP est nommé secrétaire général de la commission nationale pour l'Unesco en remplacement de M. Kodjo Elom Schneider administrateur civil, appelé à d'autres fonctions.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de signature.



**Exclusion**

Décision n° 140-MENRS du 13/4/79 — Pour avoir fraudé au cours de la composition des sciences naturelles et porté des coups violents au maître d'internat, l'élève Folly-Toulan Kangni de la terminale D3 est définitivement exclu du lycée de Tokoin. En outre il lui est interdit de se présenter au baccalauréat 1978-1979.

Les élèves :

- Agbowu Messanh
- Amewu Koffi Dotsè

de la terminale D3 et Kouye Fataou de la classe de terminale C3-C4 sont exclus du lycée de Tokoin pour 1 mois pour tentative de fraude et rébellion.

La présente décision prend effet, pour compter du 13 avril 1979.

**MINISTERE DU PLAN, DU DEVELOPPEMENT  
INDUSTRIEL ET DE LA REFORME  
ADMINISTRATIVE**

**Autorisations de paiement**

Décision n° 66-MPDIRA-DGPD-SFCEP — Est autorisé le paiement au profit de la société WAAGNER-BIRO, 1051 Vienne, margaretenstrasse 70, Autriche, à son compte n° 60.322 ouvert à l'Union Togolaise de Banque (UTB) à Lomé de la somme de : vingt cinq millions cinq cent mille (25.500.000) francs CFA en application des clauses de l'article 4, paragraphe 2 du contrat du 31 octobre 1977 susvisé (30% de la partie non financée du génie civil au début du 6<sup>e</sup> mois après la date de l'entrée en vigueur du contrat).

La dépense est imputable sur le budget d'investissement et d'équipement 1977, Titre IV, chapitre 4, article 3, paragraphe 1, rubrique a (CF n° 162-78 du 21 août 1978).

Décision n° 68-MPDIRA-DGPD-SFCEP du 23-4-79 — Est autorisé le paiement au profit de G. L. BAR-SOUNA à son compte ouvert à BATEX Lomé sous le n° 1085 de la somme de : Dix sept millions sept cent cinquante mille (17.750.000) francs CFA pour travaux divers effectués à la résidence présidentielle à Elavagnon (Est-Mono).

La dépense est imputable sur le budget d'investissement et d'équipement 1978, titre 11, chapitre 10, article 1, paragraphe 1, rubrique a (CF n° 43-79 du 1<sup>er</sup> mars 1979).

**MINISTERE DE LA JEUNESSE,  
DES SPORTS ET DE LA CULTURE**

**Nomination**

Décision n° 39-MJSC-CAB du 13-4-79 — Est et demeure rapportée la décision n° 31-MJSC-CAB du 16 avril 1975, portant nomination de M. Amouzougan Djido, gestionnaire du parc auto.

M. Koumondji Koffi, chauffeur permanent, 5<sup>e</sup> catégorie échelle C est nommé gestionnaire du parc auto.

La présente décision prend effet pour compter de sa date de signature.

**MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL**

**Arrêté interministériel n° 4/MDR/MFE du 26 mars  
1979 fixant la perception de taxes à la délivrance  
des autorisations d'importation de poisson.**

LE MINISTRE DU DEVELOPPEMENT RURAL ET  
LE MINISTRE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE,

Vu le décret n° 75-42 du 14 mars 1975, portant organisation et définition des attributions des ministères du développement rural et de l'aménagement rural ;

Vu l'arrêté n° 13/MDR du 5 avril 1976 définissant les attributions et l'organisation de l'ex-direction de développement et vulgarisation des pêches ;

Vu le décret n° 78-79 du 17 juillet 1978 portant restructuration des directions techniques du ministère du développement rural ;

Sur proposition du directeur des productions animales,

**ARRÊTENT :**

Article premier — Il est institué une taxe d'un montant de 5.000 F CFA pour chaque visite technique de bateau de pêche en vue de la délivrance d'une autorisation d'importation de poisson.

Art. 2. — La délivrance de l'autorisation d'importation est subordonnée à la perception d'une taxe proportionnelle au tonnage de jauge nette du navire.

de 0 à 50 TJN = 120.000 F

de 51 à 100 TJN = 150.000 F

Art. 3. — La validité de l'autorisation d'importation est de six (6) mois renouvelable.

Art. 4. — Le directeur des productions animales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 26 mars 1979

**Le ministre du développement rural,**

A. E. GASSOU

**Le ministre des finances et de l'économie,**

T. TEVI - BENISSAN

**Nomination**

Décision n° 151-MDR du 20/4/79 — M. Tebou Koffi Dègbè, ingénieur d'agriculture (A2) de 2<sup>ème</sup> classe 3<sup>ème</sup> échelon, est nommé directeur du projet de développement des cultures vivrières d'Atchangbadé et Sirka avec résidence à Lama-Kara.

Ses émoluments demeurent imputables sur le chapitre 20, article 23, paragraphe 3 du budget général.

Conformément à l'accord n° 1-D-1/FE/AID, M. Tebou est désigné pour agir en qualité de représentant du gouvernement pour l'ensemble des opérations de décaissement et d'utilisation des crédits affectés au projet, suivant les modalités prévues à cet effet.

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

## MINISTERE DE L'AMENAGEMENT RURAL

### Nomination

Décision n° 7-MAR du 11/4/79 — M. Tombegou Badjassá Migora, comptable 4<sup>e</sup> catégorie échelle A en service à la division de la pédologie et de l'écologie générale est nommé billeteur du cabinet du ministère de l'aménagement rural en remplacement de M. Adjare Anama Asséhara.

La présente décision a effet pour compter de la date de sa signature.

## DIVERS

### MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

#### Concession de pensions de retraite, de veuve et d'orphelin

Arrêté n° 117-MFE-CR du 12/4/79 — Une pension militaire pour ancienneté (pourcentage 62%) au montant annuel de trois cent quarante quatre mille quatre cent huit (344.408) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Houssou Loko, maréchal des logis chef 4<sup>e</sup> échelon n° mle 100 du corps du personnel de la gendarmerie nationale togolaise (indice 850) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1<sup>er</sup> novembre 1978.

M. Houssou Loko pourra prétendre, pour compter du 1<sup>er</sup> novembre 1978 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 17<sup>e</sup> rang) ci-après désignés:

Bawubadi, né le 22 octobre 1961  
Akolume, née le 15 octobre 1965  
Akpéname, née le 17 novembre 1965  
Essotom, né le 25 juillet 1966  
Biwèlone, né le 29 avril 1968  
Animotome, née le 9 mars 1969  
Bidémanawé, né le 24 juillet 1970  
Essotinamotome, née le 1<sup>er</sup> décembre 1970  
Pidiname, née le 21 mai 1971  
Balamwé, née le 4 octobre 1971  
Bawimotome, né le 26 décembre 1972

Essotina, né le 15 mai 1973  
Massalo, née le 26 juin 1973  
Tchilalo, née le 1<sup>er</sup> février 1974  
Bada-Ehéou, né le 4 mai 1975  
Bataname, née le 27 octobre 1975  
Mihithom, née le 24 avril 1976.

Arrêté n° 119-MFE-CR du 18/4/79 — Une pension militaire pour ancienneté (pourcentage 67 %) au montant annuel de cinq cent vingt cinq mille quatre cent trente deux (525.432) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Iwassa Mahoumba, adjudant chef 3<sup>e</sup> échelon n° mle 20031 du corps du personnel des forces armées togolaises (indice 1.200) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1<sup>er</sup> décembre 1978.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Iwassa Mahoumba pour compter du 1<sup>er</sup> décembre 1978 une majoration pour famille nombreuse au taux de 15 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 4<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Afiwa, née le 13 mai 1955  
Adjowa, née le 30 mai 1959  
Bètimoga, née le 9 août 1962  
Koumiga, né le 10 août 1962.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à soixante dix huit mille huit cent seize (78.816) francs pour compter du 1<sup>er</sup> décembre 1978.

M. Iwassa Mahoumba pourra prétendre, pour compter du 1<sup>er</sup> décembre 1978 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 5<sup>e</sup> au 22<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Kolombia, né le 12 février 1964  
Agbéla, né le 4 juillet 1965  
Awawa, née le 30 août 1966  
Tiga, née le 8 janvier 1967  
Tomyena, née le 24 octobre 1967  
N'Balima, née le 10 décembre 1968  
Békoutaré, né le 19 juillet 1969  
Yéliboudjo, née le 5 mai 1971  
Koorgah, né le 5 juin 1971  
Kpassaguida, né le 16 janvier 1972  
Kadjakoma, née le 1<sup>er</sup> février 1974  
Kagnassin, né le 11 mars 1974  
Tigadawama, née le 8 juin 1974  
Kossiwa, née le 28 septembre 1975  
Mafamba, né le 13 novembre 1975  
Adjiguita, né le 26 octobre 1977  
Aboukouma, née le 11 février 1978  
Baguissoga, né le 3 novembre 1978.

Arrêté n° 120-MFE-CR du 18/4/79 — Une pension militaire pour ancienneté (pourcentage 69 %) au montant annuel de quatre cent soixante treize mille quatre cent soixante seize (473.476) francs est attri-

buée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Baleke Didjayèfi Eyoufeidèou, adjudant 3<sup>e</sup> échelon n° mle 101 du corps du personnel de la gendarmerie nationale togolaise (indice 1.050) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1<sup>er</sup> février 1979.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Baleke Didjayèfi Eyoufeidèou pour compter du 1<sup>er</sup> février 1979 une majoration pour famille nombreuse au taux de 10 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 3<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Tchilalou, née le 2 septembre 1960

Pifèiatè, né le 28 septembre 1961

Mapafèi, né le 17 février 1963.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à quarante sept mille trois cent quarante huit (47.348) francs pour compter du 1<sup>er</sup> février 1979.

M. Baleke Didjayèfi Eyoufeidèou pourra prétendre, pour compter du 1<sup>er</sup> février 1979 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 4<sup>e</sup> au 8<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

P'Fanawe, née le 29 octobre 1964

Abidé, née le 22 mai 1967

Manawè, né le 26 novembre 1970

Pawimotom, né le 30 mars 1974

Massalo, née le 21 août 1976.

Arrêté n° 121-MFE-CR du 18-4-79 — Une pension militaire pour ancienneté (pourcentage 57%) au montant annuel de deux cent soixante mille sept cent cinquante six (260.756) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Bahouli Lahou Bidehou, maréchal des logis 6<sup>e</sup> échelon n° mle 107 du corps du personnel de la gendarmerie nationale togolaise (indice 700) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1<sup>er</sup> février 1979.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Bahouli Lahou Bidehou pour compter du 1<sup>er</sup> février 1979 une majoration pour famille nombreuse au taux de 20 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 5<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Kaou, né vers 1955

Badjassibakoum, née le 8 juin 1959

Bialo, née le 13 juillet 1959

Siménam, né le 23 décembre 1959

Anao, née le 14 avril 1962.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cinquante deux mille cent cinquante deux (52.152) francs pour compter du 1<sup>er</sup> février 1979.

M. Bahouli Lahou Bidehou pourra prétendre, pour compter du 1<sup>er</sup> février 1979 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 6<sup>e</sup> au 21<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Bikétinawè, née le 25 mai 1962

Biwoussiwe, né le 20 décembre 1962

Mahessenawe, née le 24 juillet 1964

Meyouwa, née le 14 décembre 1966

Massi, née le 11 mars 1967

Hodobalou, né le 27 mars 1969

Tchilalo, née le 28 avril 1969

Poutème, né le 12 septembre 1969

Mayite, né le 31 août 1971

Aklesso, né le 29 février 1972

Halou, née le 30 juillet 1972

Massahalo, née le 15 juillet 1974

Tètèhèwa, née le 16 septembre 1975

Eyoufeidou, né le 29 septembre 1975

Mananewé, née le 3 novembre 1975

Essoéssing, née le 12 janvier 1977.

Arrêté n° 123-MFE-CR du 20-4-79 — Une pension militaire pour ancienneté (pourcentage 63%) au montant annuel de quatre cent quatre vingt quatorze mille soixante quatre (494.064) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Dansou Kokougan, adjudant chef 3<sup>e</sup> échelon n° Mle 20041 du corps du personnel du 1<sup>er</sup> régiment interarmes togolais (indice 1.200) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1<sup>er</sup> décembre 1978.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Dansou Kokougan pour compter du 1<sup>er</sup> décembre 1978 une majoration pour famille nombreuse au taux de 15% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 4<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Atsou, né le 9 décembre 1956

Kossiwa, née le 9 décembre 1956

Edoh, né le 24 avril 1960

Ablavi, née le 7 juin 1960.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à soixante quatorze mille cent douze (74.112) francs pour compter du 1<sup>er</sup> décembre 1978.

M. Dansou Kokougan pourra prétendre, pour compter du 1<sup>er</sup> décembre 1978 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 5<sup>e</sup> au 19<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Akouélé, née le 28 mai 1963

Dopé, née le 2 juillet 1964

Ahouéfa, née le 8 novembre 1964

Dovi, née le 30 décembre 1965

Koffi, né le 18 février 1966

Kossi, né le 11 décembre 1966

Komlan, né le 7 février 1967

Miwodé, née le 2 mai 1968

Akouvi, née le 16 septembre 1970  
 Koffi, né le 2 octobre 1970  
 Akouété, né le 24 février 1971  
 Akouété, né le 24 février 1971  
 Kossiwa, née le 22 juillet 1973  
 Abia, née le 25 novembre 1975  
 Hoédou, né le 16 août 1977.

# MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

## Rectificatifs

**RECTIFICATIF du 1-3-79 à l'arrêté n° 39/MEN du 2.9.76 portant admission définitive des membres du personnel de l'enseignement officiel aux concours et examens professionnels session 1975**

Sont déclarés définitivement admis aux concours et examens professionnels, session de 1975, les candidates et candidats dont les noms suivent classés par ordre de mérite :

2. — CERTIFICAT élémentaire d'aptitude pédagogique

## A — Série : EXAMENS

**Après :** 2<sup>e</sup> ex. Bawa Kanazogo : Djagbédji Amlame  
**Au lieu de :** 2<sup>e</sup> ex. Agbewoanou Agbémavi : Midoudou : Atakpamé  
**Lire :** 2<sup>e</sup> ex. Agbéwanou Agbemenou : Midoudou : Atakpamé

Le reste sans changement.

**RECTIFICATIF du 1-3-79 à l'arrêté n° 46 bis/MENRS du 12 août 1977 portant admission définitive du personnel enseignant officiel aux examens et concours professionnels — Session des 26 et 27 août 1976.**

Sont déclarés définitivement admis aux concours et examens professionnels — session de 1976, les candidates et candidats dont les noms suivent :

## CERTIFICAT D'aptitude au monitorat (C.A.M.)

**Après :** Vieira Akouavi Adjallé : Lomé-centre  
**Au lieu de :** Assih Massan Bièba Adjallé : Lomé-centre  
**Lire :** Assih Akoua Mansah Adjallé : Lomé-centre

Le reste sans changement.

**RECTIFICATIF du 1-3-79 à l'arrêté n° 36/MEN-RS du 3 juillet 1978 portant admission définitive du personnel enseignant officiel aux examens et concours professionnels — session des 25 et 26 août 1977.**

Sont déclarés définitivement admis aux concours et examens professionnels session de 1977, les candidats et candidates dont les noms suivent :

CERTIFICAT élémentaire d'aptitude pédagogique (CEAP)

## ENSEIGNEMENT OFFICIEL

### E. SERIE CONCOURS

**Après :** Yiboe Komlan : Nyamassila : Atakpamé  
**Supprimer :** Ahlin Sanvi : Anié Boulali : Atakpamé

### F. SERIE EXAMEN

**Après :** Agbagla Kanhainou Kpadé : Ahépé Apédomé : Tabligbo  
**Ajouter :** **Au lieu de :** Ahlin Sanvi : Anié Boulali : Atakpamé  
**Lire :** Ahlin Samvi : Anié Boulali : Atakpamé  
 Le reste sans changement.

## PARTIE NON OFFICIELLE

### AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

AVIS DE PRESELECTION  
 POUR LA CONSTRUCTION DE CENTRES DE  
 SANTE A

— AMLAME  
 — PYA  
 — TCHAMBA.

Le directeur des travaux publics se propose de lancer un appel d'offres restreint pour les travaux de construction de centres de santé dans les localités ci-après : AMLAME — PYA — TCAMBA.

Les entreprises ou groupements d'entreprises désireux de participer à cet appel peuvent retirer les dossiers de présélection à la direction des travaux publics (bureau des marchés) contre la remise d'un rouleau de papier OZALID.

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 8 mai 1979 à 17 h 00. L'enveloppe de la demande portera l'inscription suivante :

CONSTRUCTION DE CENTRES DE SANTE A AMLAME — PYA — TCHAMBA. « PRESELECTION DES ENTREPRISES » et sera déposée ou envoyée à la direction des travaux publics BP. 335 Tél. 20.01 à Lomé.

Lomé, le 18 avril 1979

LE DIRECTEUR DES TRAVAUX PUBLICS  
N. AYEVA.

---

## NECROLOGIE

---

Le ministre du travail et de la fonction publique a le regret de faire part du décès de : M. Tinley Sim, agent permanent de 3e catégorie échelle A en service au ministère des affaires étrangères et de la coopération à Lomé survenu le 7 septembre 1978.

Mlle Sologadji Logossi, monitrice permanente 2e catégorie échelle A en service à l'école off. d'Aménran survenu le 14 octobre 1978 à son domicile.

M. Ali Matchétim, instituteur-adjoint stagiaire en service au CEG de Komah (Sokodé) survenu le 17 décembre 1978 à la suite d'un accident.

M. Brikana Matala, contrôleur 3e catégorie échelle D en service à Blitta survenu le 24 décembre 1978.

M. d'Almeida Anoumou (Pierre), chauffeur permanent 4e cat. éch. C en service à la direction des services vétérinaires et de la santé animale survenu le 25 janvier 1979.

M. Koriko Sébou Bangana, manœuvre spécialisé permanent 1ère catégorie hors échelle en service à la subdivision des T.P. Sokodé survenu le 30-1-79.

M. Batena M'hara, conducteur d'engins permanent 3e cat. éch. A en service à la subdivision des TP-Atakpamé survenu le 9 février 1979.

M. Bassowa Bako Bamonika, contrôleur des produits 3e catégorie échelle D, en service au poste de contrôle de Klabé-Efoukpa survenu le 11-2-79 à Badou.

M. Kondohou Aboudou, préposé des douanes de 4e échelon survenu le 3 mars 1979 sur la route Lomé-Kpalimé par accident de circulation.

---



